

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12903]

**16 MAI 2019. — Ordonnance relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions**

**Art. 2.** Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° « Cours d'eau non navigable » : rivière ou ruisseau alimenté par une source dans lequel s'écoule de l'eau avec un débit suffisant la majeure partie de l'année, en ce compris celui ou celle coulant sous pertuis ;

2° « Lit d'un cours d'eau » : espace occupé naturellement, en permanence ou temporairement, par un cours d'eau et délimité par les crêtes de berge ;

3° « Lit désaffecté » : lit d'un cours d'eau totalement abandonné de ses eaux soit naturellement, soit à la suite de travaux légalement exécutés et qui ne joue plus son rôle dans le réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

4° « Sous-bassin » : toute zone dans laquelle toutes les eaux pluviales ruissellent et convergent à travers un réseau de rivières et d'étangs vers un point particulier d'un cours d'eau ;

5° « Berge » : talus de part et d'autre d'un cours d'eau ou bordant un étang ou une pièce d'eau ;

6° « Crêtes de berge » : la première rupture de pente de la berge au-delà des variations saisonnières du niveau d'eau du cours d'eau ;

7° « Zone non aedificandi » : zone d'emprise d'une largeur de quatre mètres à compter des crêtes de berge ;

8° « Étang » : masse d'eau de surface stagnante d'une superficie d'au moins 100 m<sup>2</sup>, remplissant une dépression, naturelle ou artificielle ;

9° « Étang régional » : un étang désigné comme étang géré par Bruxelles Environnement ;

10° « Fossé » : voie naturelle ou artificielle d'évacuation ou de drainage d'eau pluviale non qualifiée de cours d'eau non navigables ;

11° « Gestionnaire » : la personne morale de droit public ou la personne de droit privé responsable de la gestion du cours d'eau non navigable ou de l'étang ;

12° « Commune(s) concernée(s) » : la ou les commune(s) traversée(s) par le cours d'eau ou sur le territoire de laquelle/desquelles la gestion du cours d'eau est susceptible d'avoir une incidence ;

13° « Travaux d'entretien et de petite réparation » : les interventions et opérations de maintenance des cours d'eau non navigables et étangs, ainsi que des ouvrages d'art qui y sont liés, menées de façon adaptée et proportionnée pour garantir leur bonne gestion hydraulique, leur mise en valeur paysagère et écologique ainsi que garantir la sécurité des biens et des personnes et la protection de l'environnement ;

14° « Travaux extraordinaires sur les cours d'eau » : les travaux, autres que les travaux d'entretien et de petite réparation, que le gestionnaire estime nécessaires pour améliorer ou modifier les fonctions hydraulique, écologique, paysagère et/ou sociale d'un cours d'eau non navigable ;

15° « Travaux extraordinaires sur les étangs » : tous les travaux autres que d'entretien et de petite réparation, tels que les modifications apportées aux forme et profondeur de l'étang, aux berges et aux ouvrages d'art y établis ;

16° « Pertuis » : la canalisation souterraine (tunnel ou tuyau) dans laquelle s'écoule un cours d'eau ou une partie de cours d'eau ;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12903]

**16 MEI 2019. — Ordonnantie houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers**

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt:

**TITEL I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**HOOFDSTUK 1. — Definities**

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder:

1° « Onbevaarbare waterloop » : de rivier of beek gevoed door een bron waar het grootste deel van het jaar water doorheen stroomt met een voldoende debiet, met inbegrip van de overwelfde;

2° « Bedding van een waterloop » : de ruimte die een waterloop op natuurlijke wijze permanent of tijdelijk inneemt en die afgebakend wordt door de oeverinsteken;

3° « Buiten gebruik gestelde bedding » : de bedding van een waterloop waar het water volledig is verdwenen hetzij natuurlijk of als gevolg van wettige uitgevoerde werken en die zijn rol in het hydrografische netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet meer vervult;

4° « Deelstroomgebied » : het gebied vanwaar al het afstromend hemelwater via een reeks rivieren en vijvers naar een bepaald punt in een waterloop stroomt;

5° « Oever » : talud die aan beide kanten van een waterloop de rand vormt, of die een vijver of een waterpartij overhangt;

6° « Oeverinsteken » : de eerste onderbreking van de helling van de oever die verder gaat dan seizoensgebonden schommelingen in de waterstand van de waterloop;

7° « Onbebouwbare zone » : de ingenomen zone van vier meter breed vanaf de oeverinsteken;

8° « Vijver » : een stilstaand oppervlaktewaterlichaam met een oppervlakte van minstens 100 m<sup>2</sup> die een natuurlijke of kunstmatige depressie opvult;

9° « Gewestelijke vijver » : een vijver die werd aangewezen als door Leefmilieu Brussel beheerd;

10° « Gracht » : natuurlijke of kunstmatige afvoerweg tot afwatering van hemelwater die niet als onbevaarbare waterloop gekwalificeerd wordt;

11° « Beheerder » : de publiekrechtelijke rechtspersoon of privaatrechtelijke persoon die bevoegd is voor het beheer van de onbevaarbare waterloop of vijver;

12° « Betrokken gemeente(n) » : de gemeente(n) waar de waterloop doorheen loopt of op wiens/wier grondgebied het beheer van de waterloop een impact kan hebben;

13° « Onderhouds- en kleine herstellingswerken » : de tussenkomsten in verband met het onderhoud van de waterlopen en vijvers en van kunstwerken die eraan verbonden zijn, uitgevoerd op een aangepaste en evenredige manier om hun goed hydraulisch beheer, hun landschappelijke en ecologische waarde te garanderen, alsook de veiligheid van de goederen en personen en de bescherming van het leefmilieu;

14° « Buitengewone werken aan de waterlopen » : de andere werken dan onderhouds- en kleine herstellingswerken, die de beheerder noodzakelijk acht om de hydraulische, ecologische, landschappelijke en/of sociale functies van een onbevaarbare waterloop te verbeteren of te wijzigen;

15° « Buitengewone werken aan de vijvers » : alle andere werken dan onderhouds- en kleine herstellingswerken, zoals de wijzigingen die worden aangebracht aan de vorm en diepte van de vijver, aan de oevers of de kunstwerken die zich op de vijver bevinden;

16° « Overwelfing » : de ondergrondse leiding (tunnel of buis) waar een waterloop of een deel van een waterloop doorheen stroomt;

17° « Ouvrage d'art » : toute construction nécessaire à l'établissement d'une voie de communication ou de transport, de même que tout dispositif de protection contre l'action de la terre ou de l'eau ainsi que tout dispositif de gestion hydraulique des cours d'eau et étangs ;

18° « Point de rejet » : tout déversement d'eaux qui ne proviennent pas du réseau hydrographique dans un cours d'eau non navigable ou dans un étang régional ;

19° « Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale » : le document ou support cartographique, accompagné de tableaux descriptifs, qui localise, nomme et décrit à tout le moins l'état de l'ensemble des cours d'eau non navigables classés et étangs régionaux, ainsi que tous les documents y annexés de nature à relever leur état ;

20° « Fonds » : le terrain sur lequel s'écoule un cours d'eau non navigable ;

21° « Zone tampon enherbée » : bande située le long d'un cours d'eau non navigable constituée d'une couverture végétale herbacée suffisamment dense la majeure partie de l'année, ayant comme fonction principale la protection des sols contre l'érosion et des cours d'eau à l'égard de pollutions par les nitrates, phosphates ou pesticides ;

22° « Plan de gestion de l'eau » : le Plan de gestion de l'eau tel qu'établi en vertu de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

23° « CoBAT » : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

24° « Inspecteur des cours d'eau » : agent de Bruxelles Environnement en charge de la gestion et de la surveillance des cours d'eau et étangs, désigné en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions et de la responsabilité environnementale, spécialement chargé du contrôle du respect de la présente ordonnance ;

25° « Bruxelles Environnement » : l'organisme d'intérêt public en charge de l'environnement, créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989, confirmé par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.

#### CHAPITRE 2. — Objectifs et liens avec d'autres législations

**Art. 3.** La présente ordonnance organise la gestion et la protection des cours d'eau non navigables et des étangs afin notamment :

1° de rétablir un réseau hydrographique de surface, d'en garantir la continuité et de faire s'y écouler un maximum des eaux claires, tant pour prévenir les inondations en jouant un rôle de tamponnage naturel des crues que pour réduire le volume de ces eaux présentes dans le réseau d'assainissement et traitées dans les stations d'épuration ;

2° d'assurer la réalisation des objectifs environnementaux fixés par l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et participer à la gestion intégrée des sous-bassins hydrographiques et à la conservation de la nature telles qu'établies par ou en vertu de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à la conservation de la nature et par le Plan régional de développement durable ;

3° de réintégrer l'eau dans le cadre de vie des habitants et d'assurer les différentes fonctions des cours d'eau non navigables et des étangs dans le tissu économique et social de la Région et, en particulier, de valoriser leurs fonctions sociales, paysagères, patrimoniales et récréatives.

**Art. 4.** Les mesures de gestion et de protection prévues par ou en vertu de la présente ordonnance sont conçues dans le respect :

1° des objectifs environnementaux portant notamment sur la qualité écologique et chimique de l'eau, définis par l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et des dispositions adoptées en vertu de cette ordonnance, en particulier le plan de gestion de l'eau, le registre des zones protégées et les objectifs de qualité ;

2° des objectifs de conservation définis par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à la conservation de la nature et des prescriptions adoptées en vertu de cette ordonnance ;

3° des prescriptions pertinentes du Plan régional de développement durable ;

4° des prescriptions et objectifs pertinents du CoBAT applicables aux actes et travaux que requiert leur exécution ;

17° « Kunstwerk » : elke constructie die nodig is voor de realisatie van een verbindings- of vervoerweg, alsook elke inrichting bedoeld als bescherming tegen de grondzettingen of erosie en elke inrichting voor het hydraulisch beheer van de waterlopen en vijvers ;

18° « Lozingspunt » : elke uitstorting van water dat niet afkomstig is van het hydrografisch netwerk, die uitmondt in een onbevaarbare waterloop of in een gewestelijke vijver ;

19° « Atlas van het hydrografisch netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » : het document of de cartografische drager vergezeld van beschrijvende tabellen, die minstens alle geklasseerde onbevaarbare waterlopen en gewestelijke vijvers lokaliseert en benoemt alsook de staat ervan beschrijft, en alle documenten die er als bijlage aan toegevoegd werden en bedoeld zijn om de toestand ervan te beschrijven ;

20° « Erf » : het terrein waar een onbevaarbare waterloop overheen stroomt ;

21° « Begroeide bufferzone » : strook langs een onbevaarbare waterloop met een voldoende dichte begroeiing van kruidachtige of grasachtige vegetatie het grootste gedeelte van het jaar, met als voornaamste functie de bescherming van de bodem tegen erosie en van de waterlopen tegen verontreiniging door nitraten, fosfaten of pesticiden ;

22° « Waterbeheerplan » : het Waterbeheerplan zoals opgesteld krachtens de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid ;

23° « BWRO » : het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening ;

24° « Waterlopeninspecteur » : beambte van Leefmilieu Brussel belast met het beheer van en het toezicht over de waterlopen en vijvers, aangesteld krachtens artikel 5, § 1, van het Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, in het bijzonder belast met het controleren van de naleving van de huidige ordonnantie ;

25° « Leefmilieu Brussel » : de instelling van openbaar nut belast met milieu, opgericht door het koninklijk besluit van 8 maart 1989, bevestigd door de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.

#### HOOFDSTUK 2. — Doelstellingen en relaties met andere wetgevingen

**Art. 3.** Deze ordonnantie organiseert het beheer en de bescherming van de onbevaarbare waterlopen en vijvers om met name :

1° het hydrografisch oppervlaktenetwerk te herstellen, de continuïteit ervan te garanderen en er zoveel mogelijk helder water terug naar toe te leiden, zowel om overstromingen te voorkomen door een rol van natuurlijke buffer tegen hoogwater te vervullen, als om het volume van dergelijk water dat zich in het saneringsnetwerk bevindt en dat door de waterzuiveringsstations wordt behandeld, te verminderen ;

2° de uitvoering van de door de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid vastgestelde milieudoelstellingen te verzekeren en aan het geïntegreerd beheer van de hydrografische deelstroomgebieden en het natuurbehoud deel te nemen, zoals bepaald door of krachtens de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud en door het Gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling ;

3° het water te herintegreren in het levenskader van de bevolking en de verschillende functies van de onbevaarbare waterlopen en vijvers in het economische en sociale weefsel van het Gewest te verzekeren alsook in het bijzonder hun sociale, landschappelijke, patrimoniale en recreatieve functies te valoriseren.

**Art. 4.** De beheers- en beschermingsmaatregelen voorzien door of krachtens onderhavige ordonnantie worden ontworpen met inachtneming van :

1° de milieudoelstellingen die met name verband houden met de ecologische en chemische kwaliteit van het water en die bepaald werden door de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid alsook de bepalingen die werden goedgekeurd krachtens deze ordonnantie, in het bijzonder het waterbeheerplan, het register van de beschermde gebieden en de kwaliteitsdoelstellingen ;

2° de instandhoudingsdoelstellingen die werden vastgelegd door de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud en de voorschriften die werden goedgekeurd krachtens deze ordonnantie ;

3° de relevante voorschriften van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling ;

4° de relevante voorschriften en doelstellingen van het BWRO die van toepassing zijn op de handelingen en werken die hun uitvoering vereist ;

5° des prescriptions pertinentes de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement applicables aux installations classées que requiert leur exécution ;

6° des prescriptions de l'ordonnance du 20 juin 2013 relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale ;

7° des prescriptions pertinentes des stratégies, plans et programmes susceptibles d'encadrer, d'orienter, d'influencer ou d'interférer avec la politique de gestion des cours d'eau et des étangs et établis aux niveaux international et européen ainsi que, le cas échéant, aux niveaux national, fédéral et régional, y compris dans les deux autres Régions ;

8° de la nécessité de veiller à la libre circulation des poissons conformément à la Décision M (2009) 1 du 16 juin 2009 du Comité des Ministres de l'Union économique du Benelux, en prévoyant des possibilités de passage lorsque des ouvrages d'art modifient les conditions de circulation de l'eau.

## TITRE II. — Catégories, classement et désignation

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les cours d'eau non navigables sont répartis en deux catégories : les cours d'eau non navigables classés et les cours d'eau non navigables non classés.

§ 2. Sur proposition de Bruxelles Environnement, le Gouvernement classe les cours d'eau non navigables ou parties de ceux-ci, dont la gestion par la Région de Bruxelles-Capitale ou par une commune est indispensable afin de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3 de la présente ordonnance.

L'arrêté de classement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> comporte notamment :

1° la dénomination du cours d'eau non navigable classé et des étangs qui lui sont éventuellement liés ;

2° les coordonnées géographiques déterminant l'origine ou le point d'entrée du cours d'eau sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

3° la ou les commune(s) concernée(s) ;

4° la référence du cours d'eau dans l'Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

5° la longueur du cours d'eau en distinguant d'une part les tronçons à ciel ouvert et sous pertuis, et d'autre part, les tronçons classés et non classés, le cas échéant.

§ 3. En même temps qu'il adopte l'arrêté de classement visé au paragraphe 2, le Gouvernement arrête la liste des cours d'eau non navigables non classés qui sont soumis aux mesures prévues à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et aux articles 9, 14, 19 et 20 de la présente ordonnance. Il peut en outre conférer un statut particulier de protection à certains fossés ou cours d'eau historiques en raison de l'intérêt manifeste qu'ils présentent pour le réseau hydrographique et que le Gouvernement juge d'utilité publique pour une gestion intégrée de l'eau.

§ 4. Le Gouvernement est habilité à réviser, sur proposition de Bruxelles Environnement, l'arrêté de classement adopté en application du paragraphe 2 et la liste élaborée en vertu du paragraphe 3.

L'arrêté de classement ainsi que sa révision éventuelle sont préalablement soumis à enquête publique dans les communes concernées conformément à l'article 17 de la présente ordonnance.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Sur proposition de Bruxelles Environnement et tenant compte de critères tels que la taille et l'importance d'un étang à l'échelle du réseau hydrographique, le Gouvernement désigne les étangs régionaux.

L'arrêté de désignation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> comporte notamment :

1° la dénomination de l'étang et sa référence dans l'Atlas du réseau hydrographique ;

2° les coordonnées géographiques de l'étang ;

3° la superficie de l'étang calculée à partir de son pourtour.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à réviser, sur proposition de Bruxelles Environnement, l'arrêté de désignation adopté en application du paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'arrêté de désignation ainsi que sa révision éventuelle sont préalablement soumis à enquête publique dans les communes concernées conformément à l'article 17 de la présente ordonnance.

5° de relevante voorschriften van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen die van toepassing zijn op de ingedeelde inrichtingen die hun uitvoering vereist;

6° de voorschriften van de ordonnantie van 20 juni 2013 betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

7° de relevante voorschriften van de strategieën, plannen en programma's die het beheersbeleid van de waterlopen en vijvers kunnen omkaderen, oriënteren, beïnvloeden of ermee kunnen interfereren en die op internationaal of Europees niveau alsook, in voorkomend geval, op nationaal, federaal en gewestelijk niveau worden opgesteld, inclusief in de twee andere Gewesten;

8° de noodzaak om toe te zien op de vrije migratie van vissoorten in overeenstemming met Benelux-beschikking M (2009) 1 van 16 juni 2009 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie, door doortoetsmogelijkheden te voorzien, wanneer kunstwerken de migratieomstandigheden in het water wijzigen.

## TITEL II. — Categorieën, klassering en aanwijzing

**Art. 5. § 1.** De onbevaarbare waterlopen worden onderverdeeld in twee categorieën : de geklasseerde onbevaarbare waterlopen en de niet-geklasseerde onbevaarbare waterlopen.

§ 2. De Regering klasseert, op voorstel van Leefmilieu Brussel, de onbevaarbare waterlopen of delen ervan, waarvan het beheer door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of door een gemeente onontbeerlijk is om te voldoen aan de in artikel 3 vastgelegde doelstellingen.

Het klasseringsbesluit bedoeld in het eerste lid omvat met name :

1° de benaming van de geklasseerde onbevaarbare waterloop en de vijvers die er eventueel mee in verbinding staan;

2° de geografische coördinaten die de oorsprong van de waterloop in kwestie of het punt waar deze het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnenstroomt bepalen;

3° de betrokken gemeente(n);

4° de referentie van de waterloop zoals opgenomen in de Atlas van het hydrografische netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5° de lengte van de waterloop met een onderscheid tussen het gedeelte in open bedding en het overwelfde gedeelte enerzijds en anderzijds het geklasseerde of niet-geklasseerde gedeelte in voorkomend geval.

§ 3. Op hetzelfde moment als zij het klasseringsbesluit bedoeld in paragraaf 2 goedkeurt, keurt de Regering de lijst van niet-geklasseerde onbevaarbare waterlopen goed, die onderworpen zijn aan de maatregelen voorzien in artikel 8, § 1, tweede lid, en artikelen 9, 14, 19 en 20 van deze ordonnantie. Ze kan bovendien een bijzonder beschermingsstatuut toekennen aan bepaalde historische grachten of waterlopen omwille van het duidelijke belang dat ze vertegenwoordigen voor het hydrografisch netwerk en dat door de Regering van openbaar nut wordt geacht voor een geïntegreerd waterbeheer.

§ 4. De Regering mag, op voorstel van Leefmilieu Brussel, het klasseringsbesluit dat in toepassing van paragraaf 2 werd goedgekeurd en de lijst die werd opgesteld krachtens paragraaf 3, herzien.

Het klasseringsbesluit alsook de eventuele herziening ervan zijn van tevoren onderworpen aan een openbaar onderzoek in de betrokken gemeenten, in overeenstemming met artikel 17 van deze ordonnantie.

**Art. 6. § 1.** Op voorstel van Leefmilieu Brussel en rekening houdend met criteria zoals de omvang en het belang van een vijver op de schaal van het hydrografische netwerk wijst de Regering de gewestelijke vijvers aan.

Het aanwijzingsbesluit bedoeld in voorgaand lid omvat met name :

1° de benaming van de vijver en zijn referentie in de Atlas van het hydrografisch netwerk;

2° de geografische coördinaten van de vijver;

3° de oppervlakte van de vijver, berekend op basis van zijn omtrek.

§ 2. De Regering mag, op voorstel van Leefmilieu Brussel, het aanwijzingsbesluit dat in toepassing van paragraaf 1 werd goedgekeurd, herzien.

Het aanwijzingsbesluit alsook de eventuele herziening ervan zijn van tevoren onderworpen aan een openbaar onderzoek in de betrokken gemeenten, in overeenstemming met artikel 17 van deze ordonnantie.

**TITRE III. — Cartographie**

**Art. 7.** Le Gouvernement, qui peut accorder une délégation à Bruxelles Environnement pour son établissement, adopte et tient à jour l'Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale après en avoir arrêté le contenu, la portée ainsi que les modalités et délais afférents à son établissement, à sa conservation et à son actualisation, sans préjudice de l'article 17 de la présente ordonnance.

L'Atlas recense cartographiquement à tout le moins les éléments du réseau hydrographique désignés par le Gouvernement en application des articles 5, § 2, et 6.

L'arrêté du Gouvernement adoptant l'Atlas du réseau hydrographique est publié au *Moniteur belge*, soit dans sa totalité, soit par référence au portail bruxellois de diffusion de l'information géographique sur lequel l'Atlas est accessible directement dans sa totalité.

La communication des données géoréférencées de cet Atlas est conforme aux exigences de standardisation et de cohérence découlant de l'ordonnance du 28 octobre 2010 relative à l'information géographique en Région de Bruxelles-Capitale.

**TITRE IV. — Gestion des cours d'eau non navigables et des étangs****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Travaux d'entretien et de petite réparation**

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Les travaux d'entretien et de petite réparation des cours d'eau non navigables classés sont exécutés soit par Bruxelles Environnement, soit par la commune concernée en leur qualité de gestionnaire.

Les travaux d'entretien et de petite réparation des cours d'eau non navigables non classés sont exécutés par le propriétaire riverain dans le respect de la présente ordonnance et selon les modalités que le Gouvernement peut préciser sur proposition de Bruxelles Environnement.

Les travaux d'entretien et de petite réparation sur les étangs régionaux sont exécutés par Bruxelles Environnement.

§ 2. Les travaux urgents d'entretien et de petite réparation nécessaires à la sécurité immédiate des biens et des personnes ainsi que les mesures de précaution pour prévenir tout danger sont assurés par les communes concernées conformément aux articles 123, 11° et 135 de la Nouvelle loi communale.

§ 3. Les obligations spéciales imposées soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions sont maintenues et sont exécutées sous la direction de Bruxelles Environnement pour ce qui concerne les cours d'eau non navigables classés.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de l'article 4 de la présente ordonnance et de l'article 640 du Code civil, les travaux d'entretien et de petite réparation à réaliser sur les cours d'eau non navigables classés et non classés ainsi que sur les étangs sont exécutés en vue d'atteindre les objectifs fixés à l'article 3 et en tenant compte de la nécessité de veiller à la sécurité des biens et des personnes et à ce que tous les matériaux utilisés soient respectueux de la qualité des eaux.

§ 2. Ces travaux d'entretien et de petite réparation sont notamment :

1° les interventions légères visant à améliorer l'hydromorphologie des cours d'eau et étangs, et à diversifier les habitats ;

2° les interventions visant à gérer et encourager le développement de la biodiversité dans les cours d'eau et étangs et sur leurs berges ;

3° les travaux de dragage et de curage de cours d'eau et d'étangs, y compris le curage des passages du cours d'eau sous les ponts et dans les pertuis ;

4° l'arrachage et l'enlèvement des racines, branches, arbres, végétations ripicoles, espèces invasives et tous autres objets étrangers qui se trouvent dans un cours d'eau ou un étang lorsqu'ils entravent de manière critique l'écoulement de l'eau ;

5° l'enlèvement des dépôts qui se forment sur les talus et berges d'un cours d'eau ou d'un étang et des atterrissements dans le lit du cours d'eau ou dans le fond de l'étang ;

6° la réparation des berges affaissées, l'entretien et la restauration des berges et des talus de manière à éviter les éboulements qui entraveraient le bon écoulement des eaux et afin de conserver les largeurs et profondeurs portées à l'Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

7° les mesures de gestion nécessaires pour éviter les débordements de cours d'eau en temps de crue ;

**TITEL III. — Cartografie**

**Art. 7.** De Regering, die Leefmilieu Brussel voor de opstelling ervan kan aanstellen, keurt de Atlas van het hydrografisch netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed en houdt deze up-to-date nadat ze de inhoud ervan, de strekking alsook de modaliteiten en termijnen die verband houden met zijn opstelling, bewaring en actualisering heeft bepaald, onverminderd artikel 17 van deze ordonnantie.

De Atlas inventariseert op cartografische wijze minstens de elementen van het hydrografisch netwerk die zijn aangewezen door de Regering overeenkomstig artikelen 5, § 2 en 6.

Het besluit van de Regering tot goedkeuring van de Atlas van het hydrografisch netwerk wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en dat ofwel in zijn geheel, ofwel door verwijzing naar het Brusselse portaal voor de verspreiding van ruimtelijke informatie waar de Atlas direct in zijn geheel toegankelijk is.

De mededeling van de georeferencierte gegevens van deze Atlas gebeurt conform de standaardiserings- en coherentie-eisen die uit de ordonnantie van 28 oktober 2010 betreffende de ruimtelijke informatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voortvloeien.

**TITEL IV. — Beheer van de onbevaarbare waterlopen en vijvers****HOOFDSTUK 1. — Onderhouds- en kleine herstellingswerken**

**Art. 8. § 1.** De onderhouds- en kleine herstellingswerken aan de geklasseerde onbevaarbare waterlopen worden uitgevoerd door Leefmilieu Brussel of door de betrokken gemeente in hun hoedanigheid van beheerder.

De onderhouds- en kleine herstellingswerken aan de niet-geklasseerde onbevaarbare waterlopen worden uitgevoerd door de aangelande eigenaar(s) in overeenstemming met deze ordonnantie en volgens de modaliteiten die de Regering mag vaststellen op voorstel van Leefmilieu Brussel.

De onderhouds- en kleine herstellingswerken aan de gewestelijke vijvers worden uitgevoerd door Leefmilieu Brussel.

§ 2. De dringende onderhouds- en kleine herstellingswerken die nodig zijn voor de onmiddellijke veiligheid van de goederen en personen alsook de voorzorgsmaatregelen die getroffen moeten worden om elk gevaar te voorkomen worden uitgevoerd door de betrokken gemeenten in overeenstemming met de artikelen 123, 11° en 135 van de Nieuwe Gemeentewet.

§ 3. De bijzondere verplichtingen opgelegd, hetzij door het gebruik, hetzij door titels of overeenkomsten blijven behouden en zij moeten uitgevoerd worden onder de controle van Leefmilieu Brussel, voor wat de geklasseerde onbevaarbare waterlopen betreft.

**Art. 9. § 1.** Onverminderd artikel 4 van deze ordonnantie en artikel 640 van het Burgerlijk Wetboek, worden de uit te voeren onderhouds- en kleine herstellingswerken aan onbevaarbare waterlopen – geklasseerde of niet – en aan de vijvers verwezenlijkt ten einde de in artikel 3 vastgestelde doelstellingen te bereiken en rekening houdend met de noodzaak om toe te zien op de veiligheid van goederen en personen alsook op het feit dat alle gebruikte materialen de waterkwaliteit respecteren.

§ 2. Deze onderhouds- en kleine herstellingswerken zijn met name :

1° de lichte interventies om de hydromorfologie van de waterlopen en vijvers te verbeteren en de habitats te diversifiëren ;

2° de interventies met het oog op het beheer en de bevordering van de ontwikkeling van de biodiversiteit in de waterlopen en vijvers en hun oevers ;

3° het uitbaggeren en ruimen van waterlopen en vijvers, met inbegrip van het ruimen van de doorgangen van de waterloop onder bruggen en overwelvingen ;

4° het uittrekken en verwijderen van wortels, takken, bomen, oevervegetatie, invasieve soorten en alle andere vreemde voorwerpen die zich in een waterloop of vijver bevinden, wanneer deze op ernstige wijze de stroming van het water belemmeren ;

5° het wegruimen van de afzettingen op de taluds en oevers van een waterloop of een vijver en van de aanslibbingen in de bedding van de waterloop of op de bodem van de vijver ;

6° het herstellen van de ingezakte oevers, het onderhoud en de restauratie van de oevers en taluds zodat verzakkingen die de goede stroming van het water kunnen belemmeren worden vermeden en ten einde de in de Atlas van het hydrografische netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgenomen breedtes en dieptes te bewaren ;

7° de noodzakelijke beheersmaatregelen om overstromingen bij perioden van hoogwater te voorkomen ;

8° l'entretien, la réparation et les mesures propres à assurer le fonctionnement normal des ouvrages d'art qui se trouvent sur les cours d'eau et étangs.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les frais occasionnés par les travaux d'entretien et de petite réparation aux cours d'eau non navigables classés sont supportés par leur gestionnaire.

Une part contributive dans les frais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe peut être mise à charge des personnes de droit privé ou public qui font usage du cours d'eau non navigable classé, y portent atteinte ou qui sont propriétaires d'un ouvrage d'art qui se trouve sur le cours d'eau non navigable classé et qui bénéficieraient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires. Cette part contributive est fixée au prorata de l'aggravation des frais provoquée par l'usage du cours d'eau non navigable classé, par l'atteinte à celui-ci ou par l'existence de l'ouvrage d'art.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. Les pertuis et tout autre ouvrage d'art sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le gestionnaire du cours d'eau non navigable peut ordonner les travaux à charge des propriétaires, après leur avoir rappelé leurs obligations et sans préjudice des peines prévues par la présente ordonnance.

En cas de défaillance des propriétaires, le gestionnaire procède d'office à l'exécution de ces travaux aux frais de ceux à qui ils incombent. Dans ce cas, le gestionnaire peut solliciter la récupération de tout ou partie des frais engagés par lettre recommandée à la poste. Si le propriétaire demeure en défaut de payer les frais, le recouvrement de ceux-ci est poursuivi par le receveur de l'administration communale ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les travaux d'entretien visant à rétablir le libre écoulement de l'eau d'un cours d'eau non navigable classé au travers d'un ouvrage d'art dont il ou elle n'est pas propriétaire sont exécutés et pris en charge par Bruxelles Environnement ou par la commune concernée en leur qualité de gestionnaire du cours d'eau.

#### CHAPITRE 2. — *Travaux extraordinaires sur les cours d'eau non navigables classés et les étangs régionaux*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux extraordinaires sur les cours d'eau non navigables classés sont exécutés par Bruxelles Environnement ou la commune concernée en leur qualité de gestionnaire.

Les travaux extraordinaires sur les étangs régionaux sont exécutés par Bruxelles Environnement.

Toute personne de droit privé ou public peut solliciter de Bruxelles Environnement ou de la commune concernée l'exécution de travaux extraordinaires lorsque cela s'avère nécessaire tant pour la préservation du réseau hydrographique que pour la poursuite d'une jouissance normale de la parcelle surplombant le cours d'eau ou l'étang. Dans ce cas, le gestionnaire agit en qualité de maître d'œuvre et se réserve la faculté de répercuter les frais engagés sur le demandeur. Cette part contributive est fixée par le gestionnaire eu égard à la plus-value que constitue la réalisation de ces travaux pour le demandeur.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de cette intervention de Bruxelles Environnement pour autrui et du recouvrement des frais.

§ 2. Les acquisitions de biens immeubles nécessaires à la réalisation des travaux extraordinaires peuvent être réalisées par le biais de l'exercice d'un droit de préemption ou par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Sans préjudice des dispositions habilitant d'autres autorités à exproprier, peuvent agir comme pouvoirs expropriants la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Environnement, les communes de la Région et les établissements publics et organismes dépendant de la Région et habilités par ordonnance à exproprier pour cause d'utilité publique. Pour procéder aux expropriations visées par la présente disposition, le pouvoir expropriant doit être en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Gouvernement. Les expropriations sont faites dans le respect des lois en vigueur.

§ 3. Le Gouvernement peut déclarer qu'il y a utilité publique à la réalisation de certains travaux extraordinaires sur les cours d'eau ou sur les étangs qui imposent une intervention sur des terrains privés et créer ainsi une servitude tout en ne provoquant pas d'atteinte à la jouissance effective du fonds concerné.

8° het onderhouden en herstellen alsook het treffen van de vereiste maatregelen ter verzekering van de normale werking van de kunstwerken die zich op de waterlopen en vijvers bevinden.

**Art. 10.** § 1. De kosten die veroorzaakt worden door de onderhouds- en kleine herstellingswerken aan de geklasseerde onbevaarbare waterlopen, worden gedragen door zijn beheerder.

Een bijdrage in de bij het eerste lid van deze paragraaf beoogde kosten kan ten laste worden gelegd van de privaat- of publiekrechtelijke personen die gebruikmaken van de geklasseerde onbevaarbare waterloop, die beschadigingen aanbrengen of die eigenaar zijn van een kunstwerk dat zich op de geklasseerde onbevaarbare waterloop bevindt en die voordeel zouden trekken van deze werken of die deze noodzakelijk zouden hebben gemaakt. Deze bijdrage wordt vastgelegd in verhouding tot de verzwarende van de kosten veroorzaakt door het gebruik van de geklasseerde onbevaarbare waterloop, de beschadiging die eraan is aangebracht of door het bestaan van het kunstwerk.

De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van onderhavige paragraaf bepalen.

§ 2. De overwelvingen en alle overige kunstwerken worden onderhouden en hersteld door diegenen aan wie ze toebehoren, zoniet kan de beheerder van de onbevaarbare waterloop de werken op de kosten van de eigenaars laten uitvoeren na het weer herinneren aan hun verplichtingen, onverminderd de door huidige ordonnantie voorziene sancties.

Indien de eigenaars in gebreke blijven, gaat de beheerder ambtshalve over tot de uitvoering van deze werken op kosten van diegenen aan wie ze toekomen. In dat geval mag de beheerder de gemaakte kosten geheel of gedeeltelijk terugvorderen bij een ter post aangetekend schrijven. Indien de eigenaar in gebreke blijft met de betaling van de kosten, dan worden deze ingevorderd door de ontvanger van het bestuur van de gemeente of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De onderhoudswerken die een herstel van de vrije doorstroom van het water van een onbevaarbare geklasseerde waterloop doorheen een kunstwerk beogen, waarvan hij of ze geen eigenaar is, worden uitgevoerd en betaald door Leefmilieu Brussel of door de betrokken gemeente in hun hoedanigheid van beheerder.

#### HOOFDSTUK 2. — *Buitengewone werken aan de geklasseerde onbevaarbare waterlopen en de gewestelijke vijvers*

**Art. 11.** § 1. De buitengewone werken aan de geklasseerde onbevaarbare waterlopen worden uitgevoerd door Leefmilieu Brussel of door de betrokken gemeente in hun hoedanigheid van beheerder.

De buitengewone werken aan de gewestelijke vijvers worden uitgevoerd door Leefmilieu Brussel.

Elke privaatrechtelijke of publiekrechtelijke persoon mag Leefmilieu Brussel of de betrokken gemeente verzoeken buitengewone werken uit te voeren wanneer dit nodig blijkt, zowel voor het behoud van het hydrografisch netwerk als voor de voortzetting van een normaal genot van het perceel dat over de waterloop of de vijver hangt. In dit geval handelt de beheerder in de hoedanigheid van opdrachtgever en behoudt zich het recht voor de gemaakte kosten te verhalen op de aanvrager. Deze bijdrage in de kosten wordt vastgelegd door de beheerder rekening houdend met de toegevoegde waarde van de voltooiing van deze werken voor de aanvrager.

De Regering kan de uitvoeringsbepalingen van deze interventie van Leefmilieu Brussel voor anderen en de terugbetaling van de kosten verduidelijken.

§ 2. De aankopen van onroerende goederen die nodig zouden zijn voor de uitvoering van de buitengewone werken, kunnen verricht worden bij uitoefening van een voorkeepsrecht of door middel van een onteigening om redenen van openbaar nut. Onverminderd de bepalingen die andere overheden machtigen om te onteigenen, kunnen de volgende instanties handelen als onteigenende overheid: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel, de gemeenten van het Gewest en de overheidsinstellingen en organisaties die afhangen van het Gewest en die bij ordonnantie gemachtigd zijn om te onteigenen om redenen van openbaar nut. Om de in deze bepaling bedoelde onteigeningen uit te voeren, moet de onteigenende overheid in het bezit zijn van een door de Regering goedgekeurd onteigeningsplan. De onteigeningen dienen te gebeuren met naleving van de vigerende wetten.

§ 3. De Regering kan verklaren dat er sprake is van een openbaar nut bij de uitvoering van bepaalde buitengewone werken aan de waterlopen of vijvers, wanneer deze een tussenkomst vereisen op privéterreinen en een erfdiensbaarheid vestigen zonder dat ze evenwel afbreuk doen aan het effectieve genot van het respectievelijk erf.

La déclaration d'utilité publique confère à Bruxelles Environnement le droit de procéder à ces travaux extraordinaires et d'assurer la surveillance et l'entretien des installations qui en résultent.

Sans préjudice d'une éventuelle indemnisation au regard de la charge que font peser les travaux extraordinaires sur les fonds servant, ceux-ci ne peuvent être entamés que dans le respect des procédures et règles urbanistiques en vigueur et qu'après l'expiration d'un délai de soixante jours à dater de la notification qui en est faite aux détenteurs de droits réels et des locataires intéressés, par lettre recommandée.

Le Gouvernement précisera les critères et modalités de cette intervention.

**Art. 12.** Sans préjudice de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, les frais occasionnés par les travaux extraordinaires sur les cours d'eau non navigables classés et sur les étangs régionaux sont supportés par ceux qui en ont pris l'initiative ou ceux qui les ont rendus nécessaires.

Dans le cas où l'initiative est prise par le gestionnaire du cours d'eau ou d'un étang régional pour réparer un dommage causé à celui-ci par un ou plusieurs propriétaires riverains, alors une part contributive dans les frais engagés peut être mise à charge de ces tiers qui font usage du cours d'eau non navigable classé ou de l'étang régional, y portent atteinte ou qui sont propriétaires d'un ouvrage d'art qui se trouve sur le cours d'eau non navigable classé ou sur l'étang régional et qui auraient rendus nécessaires ces travaux extraordinaires.

Le Gouvernement précisera les critères et modalités du recouvrement de cette part contributive.

**Art. 13.** Lorsqu'un cours d'eau non navigable classé traverse un étang non géré par Bruxelles Environnement, une convention peut être conclue entre Bruxelles Environnement et le propriétaire de l'étang afin d'atteindre les objectifs fixés par le plan de gestion de l'eau.

**Art. 14.** Les travaux extraordinaires sur les cours d'eau non navigables non classés ou sur les étangs non régionaux sont exécutés par les riverains ou leur gestionnaire dans le respect de la présente ordonnance et moyennant autorisation préalable de Bruxelles Environnement.

### CHAPITRE 3. — *Gestion des cours d'eau non navigables classés qui forment la limite entre deux Régions*

**Art. 15.** Sans préjudice d'un accord de coopération au sens de l'article 92bis, § 2, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, lorsque des travaux d'entretien et de petite réparation ou des travaux extraordinaires concernent des cours d'eau non navigables classés qui forment la limite entre deux Régions, Bruxelles Environnement est habilité à entrer en concertation avec les autres instances en charge de la gestion des cours d'eau non navigables, pour déterminer l'autorité qui sera chargée de leur exécution.

### CHAPITRE 4. — *Statut du lit des cours d'eau non navigables*

**Art. 16.** Le lit d'un cours d'eau non navigable classé fait partie du domaine public sauf titre contraire. Le lit d'un cours d'eau non navigable non classé appartient au propriétaire riverain.

Le lit désaffecté d'un cours d'eau non navigable classé ou d'un tronçon de celui-ci est présumé faire partie du domaine public régional ou communal.

Les riverains du lit désaffecté ont la faculté de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre après déclassement conformément à l'article 5, § 4 de la présente ordonnance, en payant à la Région, à dire d'experts, soit la propriété du lit désaffecté s'ils ne peuvent établir qu'ils en sont propriétaires, soit la plus-value dans le cas où ils établissent qu'ils étaient propriétaires du fonds.

### TITRE V. — *Enquête publique*

**Art. 17.** Les décisions du Gouvernement visées aux articles 5, 6, 7 sont préalablement soumises à enquête publique dans la ou les communes concernée(s) selon les modalités fixées par et en vertu de l'article 6 du CoBAT.

De verklaring van openbaar nut kent Leefmilieu Brussel het recht te om over te gaan tot deze buitengewone werken en het toezicht op alsook het onderhoud van de installaties die hieruit voortvloeien, te verzekeren.

Onder voorbehoud van een mogelijke schadevergoeding, rekening houdend met de last die de buitengewone werken voor het lijdend erf teweegbrengen, kunnen deze werken pas aangevat worden in overeenstemming met de stedenbouwkundige procedures en regels en na het verstrijken van een termijn van zestig dagen, te tellen vanaf de kennisgeving die van de werken wordt verricht bij aangetekende zending aan de houders van zakelijke rechten en betrokken huurders.

De Regering zal de criteria verduidelijken en de nadere regels van deze operatie.

**Art. 12.** Onverminderd artikel 11, § 1, worden de kosten die veroorzaakt worden door de buitengewone werken aan de geklasseerde onbevaarbare waterlopen en de gewestelijke vijvers, gedragen door diegenen die er het initiatief toe namen of diegenen die ze noodzakelijk hebben gemaakt.

Indien het initiatief wordt genomen door de beheerder van een waterloop of van een gewestelijke vijver om de door één of meer aangelande eigenaren veroorzaakte schade te herstellen, dan kan een bijdrage in de gemaakte kosten worden doorgerekend aan die derden die gebruik maken van de waterloop of de vijver, die beschadigingen aanbrengen of die eigenaar zijn van een kunstwerk dat zich op de geklasseerde onbevaarbare waterloop bevindt en die deze buitengewone werken noodzakelijk zouden hebben gemaakt.

De Regering zal de criteria verduidelijken en de terugvorderingsmodaliteiten van deze bijdrage.

**Art. 13.** Wanneer een geklasseerde onbevaarbare waterloop door een vijver loopt, die niet door Leefmilieu Brussel wordt beheerd, kan er een overeenkomst worden gesloten tussen Leefmilieu Brussel en de eigenaar van de vijver om de door het waterbeheerplan vastgelegde doelstellingen te bereiken.

**Art. 14.** De buitengewone werken aan de niet-geklasseerde onbevaarbare waterlopen of aan niet-gewestelijke vijvers worden uitgevoerd door de aangelanden of hun beheerder in overeenstemming met deze ordonnantie en mits de voorafgaande machtiging van Leefmilieu Brussel.

### HOOFDSTUK 3. — *Beheer van de geklasseerde onbevaarbare waterlopen die de grens tussen twee Gewesten vormen*

**Art. 15.** Onverminderd een samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92bis, § 2, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wanneer de onderhouds- en kleine herstellingswerken of de buitengewone werken betrekking hebben op geklasseerde onbevaarbare waterlopen die de grens vormen tussen twee Gewesten, is Leefmilieu Brussel gemachtigd om in overleg te treden met de andere instanties die belast zijn met het beheer van de onbevaarbare waterlopen teneinde de instantie te bepalen, die voor de uitvoering ervan zal instaan.

### HOOFDSTUK 4. — *Statuut van de bedding van onbevaarbare waterlopen*

**Art. 16.** De bedding van een geklasseerde onbevaarbare waterloop maakt deel uit van het openbaar domein tenzij anders bepaald. De bedding van een niet-geklasseerde onbevaarbare waterloop behoort toe aan de aangelande eigenaar.

De buiten gebruik gestelde bedding van een geklasseerde onbevaarbare waterloop of van een stuk ervan wordt verondersteld deel uit te maken van het gewestelijk of gemeentelijk openbaar domein.

De aangelanden van de buiten gebruik gestelde bedding hebben het recht zich te doen machtigen om in volle eigendom over het vrijgemaakte terrein te beschikken na declassering, in overeenstemming met artikel 5, § 4 van deze ordonnantie door aan het Gewest, naar het verslag van deskundigen, de waarde te betalen hetzij van de eigendom van de buiten gebruik gestelde bedding als zij niet kunnen aantonen dat zij er de eigenaar van zijn, hetzij van de meerwaarde ingeval bewezen zou zijn dat zij eigenaars waren van het erf.

### TITEL V. — *Openbaar onderzoek*

**Art. 17.** De bij de artikelen 5, 6 en 7 beoogde beslissingen van de Regering worden vooraf onderworpen aan een openbaar onderzoek in de betrokken gemeente(n) volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door of krachtens artikel 6 van het BWRO.

**TITRE VI. — Mesures de police****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Obligations et droits**

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Les riverains d'un cours d'eau non navigable classé et/ou d'un étang régional sont tenus de :

1° laisser accès sur leurs terres ou leur propriété aux engins et aux agents ou leurs sous-traitants assurant la gestion des cours d'eau, étangs ainsi que des ouvrages d'art qui y sont liés ;

2° livrer passage aux agents chargés de la surveillance générale des cours d'eau et des étangs au sens de la présente ordonnance ;

3° laisser déposer sur leurs terres ou leurs propriétés sur une bande d'une largeur de 5 mètres à compter de la crête de berges, pour la durée des travaux à exécuter, les matières enlevées du lit du cours d'eau sous réserve de l'article 19, ainsi que les matériaux, l'outillage et les engins nécessaires pour l'exécution des travaux au sens de la présente ordonnance ;

4° respecter une distance de 1 mètre, mesurée à partir des crêtes de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, pour l'installation d'une clôture. Moyennant autorisation du gestionnaire, la clôture, d'une hauteur maximale de 1,50 mètre, est établie de façon à ce qu'elle ne puisse créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux au sens de la présente ordonnance ainsi que pour la faune ;

5° aménager et de maintenir une zone tampon enherbée d'une largeur d'au moins 4 mètres depuis la crête de berge. La densité doit être similaire à celle d'une prairie établie à la couverture complète et homogène. Les espaces déjà imperméabilisés ou occupés par des constructions ne sont pas comptabilisés dans cette surface. Il ne peut être dérogé à cette obligation qu'à titre exceptionnel et moyennant l'octroi d'une dérogation par le gestionnaire du cours d'eau.

§ 2. Conformément à l'article 10, § 2 de la présente ordonnance et sans préjudice des articles 640 et 1384 du Code civil, les propriétaires d'ouvrages d'art établis sur les cours d'eau non navigables classés et les étangs sont tenus de veiller à ce que leurs ouvrages d'art soient entretenus en bon état et fonctionnent en conformité avec les instructions qui leur seraient données par Bruxelles Environnement ou par la commune concernée en leur qualité de gestionnaire.

§ 3. Aucune indemnité n'est due aux riverains, aux usagers et aux propriétaires d'ouvrages d'art en raison du dépôt, sur leurs terres ou propriétés, pour la durée des travaux à exécuter, des matières enlevées du lit, matériaux et engins au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, 3° du présent article.

§ 4. Les riverains d'un cours d'eau non navigable classé ont le droit de prélever de l'eau moyennant une autorisation expresse de Bruxelles Environnement qui veille à ce que ce prélèvement ne porte pas atteinte au cours d'eau et que les riverains en aval puissent également jouir de ce droit.

**Art. 19.** Les matières enlevées du lit ou des berges du cours d'eau (déchets solides et boues) sont gérées conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et à l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement en cas de stockage des boues.

**CHAPITRE 2. — Interdictions**

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et hors les travaux d'entretien et de petite réparation et les travaux extraordinaires effectués dans le respect de la présente ordonnance, il est interdit :

1° d'empiéter sur un cours d'eau non navigable classé ou un étang, de nuire à son écoulement normal et régulier ;

2° de dégrader, abaisser ou affaiblir, de quelque manière que ce soit, les berges ou le lit d'un cours d'eau non navigable ou d'un étang ;

3° d'obstruer, de quelque manière que ce soit, les cours d'eau non navigables et les étangs ou y introduire des objets ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux ;

4° de porter atteinte à la qualité écologique et/ou chimique des cours d'eau non navigables et des étangs, à l'état normal de leurs rives ou des ouvrages d'art qui s'y trouvent ;

**TITEL VI. — Politie maatregelen****HOOFDSTUK 1. — Verplichtingen en rechten**

**Art. 18. § 1.** De aangelanden van een geklasseerde onbevaarbare waterloop en/of van een gewestelijke vijver zijn verplicht om :

1° op hun gronden of eigendom toegang te verlenen aan de werktuigen en agenten of hun onderaannemers belast met het beheer van de waterlopen, vijvers, alsook de kunstwerken die ermee verbonden zijn;

2° doorgang te verlenen aan de agenten die met het algemeen toezicht op de waterlopen en de vijvers in de zin van deze ordonnantie zijn belast;

3° op hun gronden of eigendommen op een 5-meterstrook vanaf de oeverinsteken de uit de bedding van de waterloop opgehaalde voorwerpen onder voorbehoud van artikel 19 en de voor de uitvoering van de werken in de zin van deze ordonnantie benodigde materialen, gereedschap en werktuigen te laten plaatsen;

4° een afstand van 1 meter, landinwaarts gemeten vanaf de oeverinsteken van de waterloop, te respecteren voor de installatie van een omheining. Op voorwaarde dat een machtiging door de beheerder wordt verleent, moet de omheining, die niet hoger mag zijn dan 1,5 meter, worden geplaatst zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de werken in de zin van deze ordonnantie en voor de fauna;

5° een begroeide bufferzone in te richten en te onderhouden van minstens 4 meter breed vanaf de oeverinsteek. De dichtheid moet vergelijkbaar zijn met die van een gevestigd grasland met een voldoende en homogene bedekking. De ruimten die reeds ondoorlaatbaar of bebouwd zijn, zijn niet in deze oppervlakte inbegrepen. Van deze verplichting mag alleen bij uitzondering worden afgeweken mits een afwijking die voorafgaandelijk door de waterloopbeheerder werd toegestaan.

§ 2. Overeenkomstig artikel 10, § 2, van deze ordonnantie en onverminderd artikelen 640 en 1384 van het Burgerlijk Wetboek, zijn de eigenaars van kunstwerken op de geklasseerde onbevaarbare waterlopen en vijvers verplicht om erop toe te zien dat hun kunstwerken in goede staat worden onderhouden en functioneren in overeenstemming met de instructies die zij zouden kunnen ontvangen van Leefmilieu Brussel of van de betrokken gemeente in hun hoedanigheid van beheerder.

§ 3. Aan de aangelanden, aan de gebruikers en aan de eigenaars van kunstwerken is er geen enkele vergoeding verschuldigd voor de plaatsing op hun gronden of eigendommen, voor de duur van de uit te voeren werken, van de uit de bedding van de waterloop opgehaalde voorwerpen, materialen en werktuigen in de zin van paragraaf 1, 3° van dit artikel.

§ 4. De aangelanden van een geklasseerde onbevaarbare waterloop hebben het recht water te nemen op voorwaarde dat ze de uitdrukkelijke toestemming hiervoor hebben gekregen van Leefmilieu Brussel, die erop toeziet dat deze waterwinning geen schade berokkent aan de waterloop en dat de aangelanden stroomafwaarts ook van dit recht kunnen gebruikmaken.

**Art. 19.** De voorwerpen (afvalstoffen en slib) die uit de bedding of van de oevers van de waterloop worden opgehaald, worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en, in geval van opslag van slib, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

**HOOFDSTUK 2. — Verbodsbepalingen**

**Art. 20. § 1.** Onverminderd de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid en behalve de onderhouds- en kleine herstellingswerken en de buitengewone werken uitgevoerd in overeenstemming met deze ordonnantie, is het verboden om :

1° grond van een geklasseerde onbevaarbare waterloop of een vijver in te palmen of schade toe te brengen aan zijn gewone en regelmatige stroom;

2° de oevers of de bedding van een onbevaarbare waterloop of een vijver te beschadigen, te verlagen of op welke manier ook aan te tasten;

3° de onbevaarbare waterlopen en de vijvers op eender welke manier te hinderen of er voorwerpen of materialen in te storten of neer te leggen, die de vrije loop van het water kunnen belemmeren;

4° inbreuk te maken op de ecologische en/of chemische kwaliteit van de onbevaarbare waterlopen en de vijvers, op de normale toestand van hun oevers of de kunstwerken die er zich op bevinden;

5° d'enlever, rendre méconnaissable ou modifier quoi que ce soit à la disposition ou l'emplacement des systèmes de repérage mis en place par ou à la requête du gestionnaire ;

6° de construire, reconstruire ou démolir, faire une plantation ou un dépôt d'objets ou de matières, même temporaire, dans la zone non aedificandi d'un cours d'eau non navigable classé sans autorisation écrite de son gestionnaire ;

7° de prélever de l'eau dans un cours d'eau non navigable classé sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de son gestionnaire ;

8° de planter ou replanter des résineux ou laisser se développer leurs semis à moins de 4 mètres des crêtes de berge ;

9° de déposer des matières solides ou liquides à un endroit d'où elles peuvent être entraînées par un phénomène naturel dans les cours d'eau non navigables et étangs régionaux ;

10° d'introduire, sans l'autorisation écrite préalable du gestionnaire, des points de rejet dans les berges d'un cours d'eau non navigable classé ou d'un étang régional ainsi que de modifier la morphologie de ces berges ;

11° d'apporter toute modification à un ouvrage d'art sans en être propriétaire.

§ 2. Les arrêtés du Gouvernement pris en vertu de la présente ordonnance peuvent préciser les dispositions de police visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Ces arrêtés peuvent en outre préciser les modalités d'obtention des autorisations requises aux points 6°, 7° et 10° du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article. Ces autorisations peuvent prescrire, s'il y a lieu, les matériaux auxquels il convient de recourir et les niveaux (hauteur, distance, gabarit) à suivre par les constructeurs. Elles tiennent compte, le cas échéant, de l'essence des plants pour fixer la distance à partir de la crête de berges à laquelle les plantations doivent être établies.

#### TITRE VII. — Sanctions pénales

**Art. 21.** Sont passibles de la peine prévue à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, du Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions et de la responsabilité environnementale du 25 mars 1999 :

1° ceux qui exécutent des travaux sur les cours d'eau non navigables ou les étangs sans respecter les conditions générales et les modalités d'exécution prescrites par ou vertu des articles 8, 9, 11 et 14 ;

2° ceux qui omettent d'entretenir et de réparer les pertuis et ouvrages d'art privés dont ils sont propriétaires en violation de l'article 10, § 2 ;

3° ceux qui ne se conforment pas aux obligations imposées par l'article 18, §§ 1<sup>er</sup> et 2 ;

4° ceux qui ne gèrent pas les matières enlevées du lit ou des berges du cours d'eau non navigable en conformité avec l'article 19 ;

5° ceux qui contreviennent aux interdictions de police contenues dans l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5°, 6°, 8°, 11° ou prescrites en vertu de l'article 20, § 2 ;

6° ceux qui dégradent, abaissent ou affaiblissent, de quelque manière que ce soit, les berges ou le lit d'un cours d'eau non navigable et d'un étang régional en violation de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 2° ;

7° ceux qui obstruent, de quelque manière que ce soit, en ce compris par le biais d'une canalisation, les cours d'eau non navigables et les étangs régionaux ou y introduisent des objets ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux en violation de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 3° ;

8° ceux qui portent atteinte à la qualité écologique et/ou chimique des cours d'eau non navigables et des étangs régionaux, à l'état normal de leurs rives ou des ouvrages qui s'y trouvent en violation de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 4° ;

9° ceux qui prélèvent de l'eau sans avoir obtenu préalablement l'autorisation prévue à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 7° ;

10° ceux qui déposent des matières solides ou liquides à un endroit d'où elles peuvent être entraînées par un phénomène naturel dans un cours d'eau non navigable ou un étang régional en violation de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 9° ;

11° ceux qui introduisent, sans l'autorisation écrite préalable du gestionnaire, des points de rejet dans les berges d'un cours d'eau non navigable ou d'un étang régional ainsi que ceux qui modifient la morphologie de ces berges en violation de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 10°.

5° de positiebepalende systemen die door of op verzoek van de beheerder werden aangebracht, te verwijderen, onherkenbaar te maken of wat dan ook te wijzigen aan de schikking of plaatsing ervan;

6° in de onbebouwbare zone van een geklasseerde onbevaarbare waterloop te bouwen, herop te bouwen of af te breken, te planten of voorwerpen of materialen, zelfs tijdelijk, neer te leggen zonder de schriftelijke machtiging van zijn beheerder;

7° water van een geklasseerde onbevaarbare waterloop af te nemen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van zijn beheerder;

8° naaldbomen te planten of te herplanten of hun zaailingen te laten groeien op minder dan 4 meter van de oeverinsteken;

9° vaste of vloeibare materialen neer te leggen op een plaats vanwaar deze door een natuurverschijnsel meegevoerd kunnen worden in de onbevaarbare waterlopen en gewestelijke vijvers;

10° zonder voorafgaande schriftelijke machtiging van de beheerder lozingspunten in de oevers van een geklasseerde onbevaarbare waterloop of van een gewestelijke vijver toe te voegen alsook de morfologie van deze oevers te wijzigen;

11° enige wijziging aan te brengen op een kunstwerk waarvan men geen eigenaar is.

§ 2. De besluiten van de Regering die worden opgesteld krachtens onderhavige ordonnantie kunnen de bij paragraaf 1 beoogde politiebepalingen verduidelijken.

Ze kunnen bovendien de modaliteiten verduidelijken om de machtigingen te verkrijgen, die nodig zijn bij de punten 6°, 7° en 10° van paragraaf 1 van dit artikel. Deze machtigingen kunnen, indien nodig, de materialen voorschrijven die gebruikt dienen te worden, alsook de niveaus (hoogte, afstand, afmeting) die door de bouwers gevolgd moeten worden. Desgevallend houden ze rekening met de plantensoort om de afstand vanaf de oeverinsteken vast te stellen, waarop de aanplantingen dienen te gebeuren.

#### TITEL VII. — Strafrechtelijke sancties

**Art. 21.** Worden gestraft met de sanctie voorzien bij artikel 31, § 1 van het Wetboek voor de inspectie, de preventie, de vaststelling en de bestraffing van de milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid van 25 maart 1999 :

1° diegenen die werken op onbevaarbare waterlopen of vijvers uitvoeren, zonder de algemene voorwaarden en de uitvoeringsmodaliteiten te respecteren, die worden voorgeschreven door of krachtens artikelen 8, 9, 11 en 14 ;

2° diegenen die in schending van artikel 10, § 2 nalaten om de overwelvingen en private kunstwerken te onderhouden en te herstellen, waarvan zij de eigenaar zijn;

3° diegenen die de door artikel 18, §§ 1 en 2 opgelegde verplichtingen niet naleven;

4° diegenen die de voorwerpen die uit de bedding of de oevers van de onbevaarbare waterloop werden verwijderd, niet beheren in overeenstemming met artikel 19;

5° diegenen die de politieverbodsbepalingen schenden, die vervat zijn in artikel 20, § 1, 1°, 4°, 5°, 6°, 8°, 11° of die voorgeschreven werden krachtens artikel 20, § 2;

6° diegenen die in schending van artikel 20, § 1, 2° de oevers, of de bedding van een onbevaarbare waterloop of een gewestelijke vijver beschadigen, verlagen of op welke manier ook verzwakken;

7° diegenen die in schending van artikel 20, § 1, 3° de onbevaarbare waterlopen en de gewestelijke vijvers op eender welke manier hinderen, inclusief door middel van een leiding, of die er voorwerpen of materialen in storten of neerleggen, die de vrije loop van het water kunnen belemmeren;

8° diegenen die in schending van artikel 20, § 1, 4° inbreuk maken op de ecologische en/of chemische kwaliteit van de onbevaarbare waterlopen en de gewestelijke vijvers, op de normale toestand van hun oevers of de kunstwerken die er zich op bevinden;

9° diegenen die water afnemen zonder de voorafgaandelijke toestemming te hebben verkregen die voorzien is in artikel 20, § 1, 7°;

10° diegenen die in schending van artikel 20, § 1, 9° vaste of vloeibare materialen neerleggen op een plaats vanwaar deze door een natuurverschijnsel meegevoerd kunnen worden in een onbevaarbare waterloop of een gewestelijke vijver;

11° diegenen die in schending van artikel 20, § 1, 10° zonder voorafgaande schriftelijke toelating van de beheerder lozingspunten in de oevers van een onbevaarbare waterloop of een gewestelijke vijver invoeren alsook diegenen die de morfologie van deze oevers wijzigen.



**TITRE VIII. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales**

**Art. 22.** Dans l'ordonnance du 25 mars 1999 portant le Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2°, est complété par le tiret suivant :

« - l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs ; »;

2° l'article 5, § 1<sup>er</sup>, est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Parmi les agents de Bruxelles Environnement désignés conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fonctionnaire dirigeant de Bruxelles Environnement, agissant au nom de Bruxelles Environnement, désigne un ou plusieurs inspecteurs des cours d'eau chargé(s) du contrôle du respect de l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs. ».

**Art. 23.** Dans le CoBAT, à l'article 126, § 2, 2°, tel que modifié dernièrement par l'ordonnance du 30 novembre 2017, est inséré un c) libellé comme suit :

« c) porte sur des actes et travaux dont l'étude ou le rapport d'incidences révèle qu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité écologique et/ou hydraulique d'un cours d'eau non navigable et/ou d'un étang régional au sens de l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs. ».

**Art. 24.** Dans le même Code, à l'article 177, § 2, 4° dernièrement modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017, est inséré un c) rédigé comme suit :

« c) porte sur des actes et travaux dont l'étude ou le rapport d'incidences révèle qu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité écologique et/ou hydraulique d'un cours d'eau non navigable et/ou d'un étang régional au sens de l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs. ».

**Art. 25.** À l'article 259 du même Code, tel que dernièrement modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017, est ajouté un point 11 rédigé comme suit :

« 11. restaurer le réseau hydrographique et prévenir les risques d'inondation. ».

**Art. 26.** À l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, telle que modifiée par les ordonnances du 1<sup>er</sup> mars 2012 et du 14 juin 2012, un cinquième tiret est ajouté, libellé comme suit :

« - l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs. ».

**Art. 27.** Sont abrogés :

1° la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ;

2° l'arrêté royal du 11 octobre 1954 approuvant le règlement sur les cours d'eau non navigables de la Province du Brabant du 8 octobre 1954 ;

3° l'arrêté royal du 29 novembre 1968 fixant la procédure des enquêtes *de commodo et incommodo* et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ;

4° l'arrêté royal du 30 septembre 1969 déterminant les points à partir desquels les cours d'eau non navigables sont classés en première catégorie ;

5° l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables ;

6° l'arrêté ministériel du 17 octobre 1970 désignant les fonctionnaires de l'État et des provinces qui ont le droit de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions visées aux articles 20 et 23 de la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables.

**Art. 28.** Les cours d'eau non navigables qui, au jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont repris en 1<sup>re</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie dans l'Atlas des cours d'eau établi en vertu de l'arrêté royal du 10 juin 1955 relatif à la confection de nouveaux tableaux descriptifs des cours d'eau non navigables et de plans destinés à relever leur état sont considérés comme les cours d'eau non navigables classés au sens de la présente ordonnance tant que l'arrêté de classement des cours

**TITEL VIII. — Wijzigings-, opheffings, overgangs-, en slotbepalingen**

**Art. 22.** In de ordonnantie van 25 maart 1999 houdende het Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 2, § 1, 2°, wordt aangevuld met het volgende streepje :

« - de ordonnantie van 16 mei 2019 betreffende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers ; »;

2° artikel 5, § 1, wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

« Onder de personeelsleden van Leefmilieu Brussel die overeenkomstig het eerste lid zijn aangesteld, stelt de leidend ambtenaar van Leefmilieu Brussel, die in naam van Leefmilieu Brussel handelt, een of meerdere waterlopeninspecteurs aan belast met de controle van de naleving van de ordonnantie van 16 mei 2019 houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers. ».

**Art. 23.** In het BWRO, bij artikel 126, § 2, 2°, zoals laatst gewijzigd bij de ordonnantie van 30 november 2017, wordt een c) ingevoegd dat luidt als volgt :

« c) betrekking heeft op handelingen en werken waarvoor uit het milieueffectenstudie of -rapport blijkt dat ze een invloed kunnen hebben op de ecologische en/of hydraulische kwaliteit van een onbevaarbare waterloop en/of een gewestelijke vijver in de zin van de ordonnantie van 16 mei 2019 houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers. ».

**Art. 24.** In hetzelfde Wetboek, in artikel 177, § 2, 4°, zoals laatst gewijzigd bij de ordonnantie van 30 november 2017, wordt een c) ingevoegd dat luidt als volgt :

« c) betrekking heeft op handelingen en werken waarvoor uit het milieueffectenstudie of -rapport blijkt dat ze een invloed kunnen hebben op de ecologische en/of hydraulische kwaliteit van een onbevaarbare waterloop en/of een gewestelijke vijver in de zin van de ordonnantie van 16 mei 2019 houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers. ».

**Art. 25.** In artikel 259 van hetzelfde Wetboek, zoals laatst gewijzigd bij de ordonnantie van 30 november 2017, wordt een punt 11 toegevoegd dat als volgt luidt :

« 11. het hydrografische netwerk te herstellen en de overstromingsrisico's te voorkomen. ».

**Art. 26.** Artikel 30, eerste lid, van de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's, gewijzigd door de ordonnaties van 1 maart 2012 en 14 juni 2012, wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidend als volgt :

« - de ordonnantie van 16 mei 2019 houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers. ».

**Art. 27.** Worden opgeheven :

1° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

2° het koninklijk besluit van 11 oktober 1954 tot goedkeuring van het reglement op de onbevaarbare waterlopen van de Provincie Brabant van 8 oktober 1954;

3° het koninklijk besluit van 29 november 1968 houdende vaststelling van de procedure bij de onderzoeken *de commodo et incommodo* en verhalen voorgeschreven door de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

4° het koninklijk besluit van 30 september 1969 houdende bepaling van de punten vanaf waar de onbevaarbare waterlopen in de eerste categorie gerangschikt zijn;

5° het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen;

6° het ministerieel besluit van 17 oktober 1970 houdende aanwijzing van de ambtenaren van het Rijk en van de provinciën, die het recht hebben de bij de artikelen 20 en 23 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen bedoelde overtredingen op te sporen en bij middel van processen-verbaal vast te stellen.

**Art. 28.** De onbevaarbare waterlopen die geklasseerd zijn als zijnde van eerste, tweede of derde categorie in de Atlas van de waterlopen die werd ingevoerd krachtens het koninklijk besluit van 10 juni 1955 betreffende het opmaken van nieuwe beschrijvende tabellen der onbevaarbare waterlopen en van plannen waaruit hun staat op de dag van inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie zijn beschouwd als geklasseerd in de zin van onderhavige ordonnantie, zolang het

d'eau non navigables n'est pas adopté en vertu de l'article 5, § 2 et que l'Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas approuvé en vertu de l'article 7.

**Art. 29.** Pour la gestion des cours d'eau non navigables classés qui forment la limite entre deux Régions, les règles en vigueur au jour précédent l'entrée en vigueur de la présente ordonnance demeurent d'application tant que l'accord de coopération visé ou le résultat de la concertation prévue à l'article 15 de la présente ordonnance n'est pas approuvé par les Gouvernements compétents et publié au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Les riverains des cours d'eau non navigables classés sont tenus de satisfaire aux obligations figurant à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement visé à l'article 5, § 2.

**Art. 31.** La présente ordonnance entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—  
Note

Documents du Parlement :

*Session ordinaire 2018-2019*

A-795/1 Projet d'ordonnance.

A-795/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du lundi 29 avril 2019.

Adoption : séance du mardi 30 avril 2019.

klasseringsbesluit van de onbevaarbare waterlopen niet goedgekeurd is krachtens artikel 5, § 2 en zolang de Atlas van het hydrografisch netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet goedgekeurd is krachtens artikel 7.

**Art. 29.** Voor het beheer van de geklasseerde onbevaarbare waterlopen die de grens vormen tussen twee Gewesten, blijven de regelingen die gelden op de dag die aan de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie voorafgaan, van toepassing, zolang het bij artikel 15 van deze ordonnantie voorziene samenwerkingsakkoord of de uitkomst van de in die bepaling bedoelde overlegprocedure niet door de bevoegde regeringen goedgekeurd is en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

**Art. 30.** De aangelanden van een geklasseerde onbevaarbare waterloop worden geacht de verplichtingen van artikel 18, § 1, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, na te komen binnen een periode van 2 jaar te tellen vanaf de inwerkingtreding van het klasseringsbesluit zoals bedoeld in artikel 5, § 2.

**Art. 31.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2020.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

*Gewone zitting 2018-2019*

A-795/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-795/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking : vergadering van maandag 29 april 2019.

Aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019.

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/30519]

### 9 MAI 2019. — Arrêté 2018/2566 du Collège de la Commission communautaire français réglant l'intervention de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour l'utilisation des transports en commun publics

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22 ;

Vu l'arrêté 2008/470 du Collège de la Commission communautaire française du 15 janvier 2009 organisant l'octroi d'un libre-parcours STIB et d'un libre-parcours MTB au personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 22 mars 2019 ;

Vu le protocole n° 2018/10 du 24 septembre 2018 relatif à l'accord sectoriel 2018-2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu le protocole n° 2019/14 du 13 mars 2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 5 décembre 2018 ;